



## Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale  
25 avril 2012  
Français  
Original: anglais

---

### Treizième session

Doha (Qatar)  
21-26 avril 2012

## Réunion des Ministres du commerce et hauts représentants pour les questions commerciales des pays en développement sans littoral

### Treizième session de la Conférence

Tenue au Centre national des congrès du Qatar, Doha, le 23 avril 2012

#### Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

1. Des déclarations liminaires ont été faites par M. Manuel Maria Caceres, Vice-Ministre et Ministre des affaires étrangères du Paraguay; M. Nam Vizeketh, Ministre de l'industrie et du commerce de la République démocratique populaire lao; M. Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général de la CNUCED; M. Cheick Sidi Diarra, Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement; et M<sup>me</sup> Valentine Rugwabiza, Directrice générale adjointe de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).
2. D'autres déclarations ont été faites par les représentants des délégations suivantes: Bolivie (État plurinational de), Éthiopie, Lesotho, Mongolie, Népal, Rwanda et Zambie.
3. Les participants ont examiné dans le détail les problèmes de développement auxquels étaient confrontés les pays en développement sans littoral (PDSL) en raison de leur situation géographique spécifique, qui les privait d'accès territorial direct à la mer. Cela impliquait pour le commerce des marchandises des coûts de transaction additionnels et plus élevés pour diverses raisons, y compris les retards et incertitudes pour les opérations de transit aux frontières, des procédures administratives plus compliquées et des itinéraires de transport plus longs.
4. Les participants s'accordaient à penser que les questions du transport en transit, y compris les infrastructures requises et la facilitation du commerce, étaient absolument prioritaires pour les PDSL. Les avantages procurés par la facilitation du commerce étaient jugés plus importants que ceux induits par les réductions tarifaires. De nombreux participants ont demandé à la CNUCED de poursuivre et développer ses travaux d'analyse et d'assistance technique pour le commerce de transit, le rôle de la CNUCED à cet égard étant particulièrement mis en exergue dans le communiqué ministériel.

5. On s'accordait à reconnaître que les PDSL devraient mieux coordonner leurs activités dans ce domaine et faire connaître plus clairement leur point de vue sur ces questions dans le cadre des organisations internationales pertinentes, telles que l'OMC. Ils devraient aussi bénéficier davantage de l'initiative d'aide au commerce, en particulier dans la perspective de l'examen global de l'initiative prévu prochainement, de même que des mécanismes en vue de faciliter l'accès à l'OMC.
6. Plusieurs participants ont insisté sur l'importance des investissements pour la transformation structurelle. Les industries qui ne dépendaient que peu du transport, les activités de services et les industries non polluantes utilisant des formes renouvelables d'énergie ont été spécifiquement citées comme des secteurs économiques prometteurs pour les PDSL.
7. Les PDSL qui ne l'avaient pas encore fait ont été invités à se joindre à l'Accord multilatéral de 2010 portant création d'un groupe de réflexion international sur les pays en développement sans littoral.
8. Tous les participants ont insisté sur la nécessité de bien préparer la conférence consacrée à l'examen décennal complet du Programme d'action d'Almaty prévue en 2014. Les questions qui ne bénéficiaient pas encore d'une réelle visibilité au moment de l'élaboration du Programme d'action d'Almaty en 2003, telles que la coopération Sud-Sud, les incidences économiques des changements climatiques et les efforts internationaux en vue de la mise en place de systèmes de taxes sur le carbone, devraient être couvertes dans un nouveau programme d'action.
9. Les Ministres ont adopté à l'unanimité un communiqué ministériel.

---